Numéro 111
Jeudi
20 mars 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

La Hollande refuse de payer la note salée de Barre • Elections partielles : la vérité à géométrie variable du P.c par Gérard Le Gall • Le P.s demande une commission d'enquête sur les combustibles irradiés • Débat sur les prix agricoles : le combat des socialistes par Edith Cresson • Médecins-Caisses maladies : à bras raccourcis • Vire : Stirn ne nage plus dans le beurre

Un rapport de Marcel Debarge sur les municipalités d'union de la gauche

Raisons d'espérer et de persévérer

L'Union de la gauche dont ne veut plus pour l'instant l'Etat Major du P.c demeure une idée forte à la base, parmi les militants et les élus. Contrairement aux apparences et à certaines analyses orientées, elle est respectée dans la plupart des municipalités que gèrent l'ensemble des socialistes et communistes.

L'effet grossissant de la presse porte à croire que tout va mal partout parce que les projecteurs sont braqués sur les désaccords, les litiges, les ruptures, à Angers, à Rennes, à Pierre Bénile... ou ailleurs... qui sont des faits bien réels. Mais ce ne sont là que quelques arbres... et il y a la forêt... Des milliers de communes d'union où règne l'harmonie, la confiance réciproque dans le respect de la personnalité des partenaires.

C'est pour mettre en évidence cette évidence que Marcel Debarge, secrétaire national aux Collectivités locales a organisé une enquête permettant de mieux connaitre les situations telles qu'elles sont vécues à travers la France. Cette investigation a porté sur une centaine de conseils municipaux d'union constituant un échantillon représentatif : centres urbains, villes moyennes, gros bourgs, à majorité socialiste ou à majorité communiste.

Unanimité sur le fonds

Nous ne pouvons pas publier dans *Riposte* ce document qui comporte une dizaine de pages, mais il est à la disposition de qui voudrait le consulter. Il en ressort que dans neuf cas sur dix les relations et le climat entre les deux principales composantes politiques de ces équipes municipales sont bons ou satisfaisants.

Dans la très forte majorité de ces communes, les budgets de 1980 ont été préparés collectivement et votés à l'unanimité comme ceux des années précédentes.

Il est vrai à l'opposé, que un pour cent des municipalités d'union vit des situations tendues ou connait des conflits. Le plus souvent dans des communes importantes. Mais un examen attentif de ces cas fait apparaitre qu'il s'agit presque toujours davantage d'opposition de personnes que de véritables divergences politiques.

L'expérience enseigne que même dans des équipes politiquement homogènes les différentes conceptions de méthodes, les heurts de caractère existent aussi et provoquent parfois des crises aigües. Il est aisé de comprendre que, dans les municipalités de coalition, les groupes politiques puissent épouser les querelles d'hommes et les problèmes toujours difficiles du partage des pouvoirs et en déformer le sens et la portée jusqu'à en changer la nature.

Il reste enfin ici ou là des attitudes volontairement fractionnelles qui ont conduit à la rupture des accords. Mais ce sont des cas isolés.

Presque partout les élus socialistes et communistes ont pris garde à ne pas transférer au niveau local les problèmes nationaux qui les diviseraient.

Du côté du P.s, ce n'est certes pas toujours facile, alors que l'*Humanité* livre chaque jour son contingent de critiques, et d'insinuations et d'injures contre leur parti. mais la volonté existe chez eux d'honorer le contrat souscrit avec leurs partenaires et ratifier par le suffrage universel. Ils entendent également préserver l'avenir.

Ainsi jour après jour depuis trois ans dans tant de villes et de villages, l'union se trouve démontrée par ceux qui ont décidé de la vivre. Malgré tout. Le rapport Debarge prouve qu'il y a là raison d'espérer. Et de perséverer.

Georges Fillioud

François Mitterrand à Antenne 2

« Le P.c et la droite sont en train d'établir un Yalta intérieur »

*Mercredi à 12h45, François Mitterrand étant l'invité d'*Antenne 2 - Midi. *En fonction de l'actualité, il a été amené à réagir successivement à la grève des instituteurs, le conflit médecins-Sécurité sociale, les conditions de logement des immigrés, la marée noire et les épreuves que subit la Bretagne, les Jeux olympiques et le conflit du mouton. Dans chacun des cas il a souligné l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes qui lui étaient posés.*

La plus importante partie de son intervention a été consacrée aux relations avec le Parti communiste.

Sur « les affaires» des scandales politiques il a précisé ce qui suit :

« Tout homme politique responsable doit se mettre à la disposition de l'opinion par un moyen à établir (Commission, organisation, Comité d'honneur) pour répondre de ses actes passés, pour en rendre compte, et le cas échéant, pour dire quelle est la situation de fortune acquise au cours de son mandat politique. Pour ma part, j'y suis prêt. »

A propos de l'actuelle stratégie de la direction du Parti communiste, le Premier secrétaire a déclaré :

« Je serai bientôt obligé de dénoncer, devant l'opinion publique, cette sorte de « Yalta intérieur» qui est en train de s'établir entre la droite et les dirigeants du P.c, qui consiste à se partager l'opinion comme d'autres se sont partagés l'Europe, et à faire qu'il n'y ait de place pour personne d'autre. Le Parti socialiste, au demeurant, se défend fort bien. Le P.s est, à l'heure actuelle, le seul vainqueur des élections locales : un gain de 10 %, c'est assez rare ! Songez aux tourmentes qui nous ont frappé depuis deux ans ! A tout ce que le P.s a subi, de toutes parts, de la droite, du pouvoir et du Parti communiste. Et puis aussi les problèmes intérieurs, qui ont été répercutés à l'extérieur. Malgré cela, le P.s se trouve au niveau, et même légèrement mieux, du meilleur moment de son histoire, c'est-à-dire 76 et 77 ! Tenir bon et maintenir la dynamique, appeler le mouvement populaire à se rassembler autour du P.s pour sauver et imposer les objectifs de l'Union de la gauche, cela est de mieux en mieux compris par l'électorat. »

En conclusion, François Mitterrand a répété son affirmation : « La victoire dépend du P.s, mais la défaite dépend du Parti communiste. »

L'émission, qui avait lieu en direct, a été ponctuée d'un incident : le chanteur

(suite page 2)

épinglé

« Des prix, des prix, c'est le Printemps, faites la fête pendant qu'il est encore temps ! ».

Publicité - *Europe 1.*

POSITION

Débat sur les prix agricoles

Le combat des socialistes

par Edith Cresson

Les militants doivent savoir que le P.c et la droite mèneront un combat acharné pour conserver ou conquérir l'électorat agricole aujourd'hui très désorienté. Ils verront les positions du groupe socialiste européen constamment déformées, notamment lors du débat sur les prix.

Où en est le rapport Delatte sur les prix ?

Il en est encore à la discussion en commission. Les communistes dans ce débat sont absents. Ils ne sont pas venus lors du précédent débat sur la viande ovine au cours duquel le conservateur britannique Provan présentait un rapport devant la commission de l'agriculture.

Les socialistes français E. Cresson, G. Sutra, Ch. Josselin ont largement contribué à amener M. Provan à retirer son rapport méconnaissable tant ils avaient réussi à l'amender dans le sens de la défense des producteurs français : organisation du marché inspiré de celle de la viande bovine, contingentement, déconsolidation des droits de douanes, etc... C'était le 11 mars.

De même le lundi 17 mars, les communistes français n'ont présenté aucun amendement à la commission de l'agriculture sur le rapport Delatte relatif aux prix agricoles.

Le groupe des socialistes français a présenté une dizaine d'amendements. Ils ont notamment refusé la taxe de coresponsabilité laitière. A plus forte raison son augmentation demandée par la commission de Bruxelles à 1,5% pour tous les producteurs (la taxe actuelle étant de 0,5%). Ils considèrent que leur combat doit être de protéger les petits et moyens exploitants et réclament la graduation de la taxe déjà en application, sachant que 0,5% des producteurs français de lait seulement produisent plus de 250 000 litres (contre 27% des britanniques).

Cette proposition est bien de nature à protéger nos agriculteurs. Notre proposition sur la super taxe porte sur les productions supérieures à 150 000 litres uniquement.

Les attaques du P.c dans les fédérations et les positions analogues de la droite

Les élus socialistes au Parlement Européen parcourent les fédérations et savent ce que les militants ont à supporter. Le P.c joue sur le fait que le fonctionnement du Parlement Européen est encore mal connu. Il dénonce la soi-disant collusion P.s - Droite.

A Bruxelles, le P.c ne prend pas position. Mais il est très disert en France. Par exemple, pour déclarer que «les socialistes se sont prononcés pour une diminution des dépenses agricoles».

Parmi les 113 membres du groupe socialiste représentant les 9 pays de la communauté (c'est le seul groupe présent dans tous les pays membres) il y a des partisans d'une restriction des dépenses agricoles, notamment les britanniques.
Mais les socialistes français se sont prononcés clairement en novembre dernier contre une motion émanant de la commission du budget et qui réclamant une révision en baisse des dépenses agricoles.

Le P.c pratique l'amalgame entre notre rejet du budget général du Parlement Européen en janvier 80 et cette motion, antérieure au vote du budget qui a été votée par la majorité du groupe socialiste mais pas par les socialistes français en novembre 79.

Mais il est vrai que l'on note des divergences encore plus graves dans le groupe communiste (P.c.f - P.c.i) que dans le groupe socialiste.

Quant à la droite, cela vaut vraiment la peine d'entendre MM. D'Ormesson et Caillavet reprendre les termes socialistes. Même Sir Henry Plumb, conservateur britannique qu'ils ont placé à la présidence de la commission de l'agriculture, n'en croit pas ses oreilles.

Ce double langage des membres de la liste Veil juste après des actions destinées à fortifier la position difficile où s'est mise le gouvernement, montre que la droite est moins sure de ses positions dans le monde agricole.

Une nouvelle fable du P.c

«Le mouton, c'est Cheysson»

Le P.c accuse le commissaire européen Cheysson d'être responsable de la troisième condamnation de la France par la Cour de La Haye, pour avoir enfreint les règlementations sur la viande ovine.

Sans aucune preuve, puisque les débats de la Commission se déroulent à huis-clos.

Mais Cheysson est socialiste - N'est-ce pas suffisant ?

François Mitterrand

(suite de la première page)

Daniel Balavoine, invité, comme le juge Bidalou, par François Mitterrand sur le plateau d'*Antenne 2* a piqué une grosse colère et menacé de quitter le studio sans avoir pu s'exprimer. Il a toutefois pu affirmer : «que la jeunesse française se foutait complètement du passé de Georges Marchais», «que la France n'avait jamais eu un jeune ministre de la Jeunesse, regardez Soisson», «que les jeunes aimeraient savoir à qui les immigrés paient des loyers de 700 F par mois pour être logés dans des poubelles». Et il a posé des questions : «qui a suicidé ou pourquoi s'est suicidé Robert Boulin», «qui a assassiné Fontanet», «pourquoi l'affaire de Broglie n'a jamais été éclairée», «pourquoi le juge Renaud est mort», etc. Et il a lancé une forme d'avertissement «aux grandes personnes qui dirigent la France» : «la jeunesse se désespère, le désespoir est mobilisateur et lorsqu'il devient mobilisateur, le désespoir est dangereux».

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine 21 F. par mois

Vire : soirée agitée pour Olivier Stirn

Séance de conseil municipal difficile mardi soir pour Olivier Stirn, maire de Vire, avec la visite impromptue de 90 travailleurs de l'usine Préval, beurrerie industrielle menacée de fermeture.

Louis Mexandeau, dans une question écrite, s'était déjà inquiété de cette situation : «une fois de plus, des raisons de rentabilité sont invoquées, des déficits sont mis en avant pour présenter la fermeture comme inéluctable, voire même comme un signe de santé alors que les éléments d'ensemble de la gestion du groupe sont dissimulés aux intéressés, c'est à dire aux producteurs.

L'Ouest Français, la Basse Normandie en particulier et singulièrement les Pays de Bocage, restent sous-industrialisés par rapport à la moyenne nationale et il ne sert à rien d'exalter «l'agriculture, pétrole de la France», si c'est pour refuser d'en transformer les produits sur place».

Le maire-secrétaire d'Etat a dû fournir aux travailleurs, mardi, les explications qu'il n'avait pas encore jugé bon de donner au député du Calvados. Ils les a assurés «qu'il s'était engagé sur l'avenir du personnel de Préval dans le but de favoriser le maintien de l'emploi à Vire»

Les travailleurs ont pris acte de ces déclarations avant de quitter la salle du conseil sur l'air de «Ce n'est qu'un au revoir »...

Turcs : la C.f.d.t dénonce la manœuvre

Le gouvernement vient d'annoncer l'ouverture d'un bureau pour la régularisation de la situation des «clandestins» turcs de la confection. Mais aucun engagement écrit n'ayant été donné, la C.f.d.t craint que ce bureau «ne soit utilisé que pour ficher et expulser les travailleurs». C'est pourquoi l'Union départementale de Paris et la Fédération Hacuitex C.f.d.t appellent à boycotter ce bureau jusqu'à ce que le gouvernement donne des engagements écrits. La C.f.d.t appelait les travailleurs concernés à ne pas se présenter au bureau dans les conditions actuelles, à la grève ce mercredi 19 mars, et à un rassemblement au métro Sentier à 12 h 30.

Grèves dans le secteur public et nationalisé

Appel de la C.g.t et de la C.f.d.t pour une journée nationale de grève et de manifestation dans le secteur public le 25 mars - date de la prochaine réunion de négociation salariale. L'Union des Fédérations de fonctionnaires C.f.d.t invite ses adhérents à une semaine d'action du 19 au 24 mars, appel repris par les Fédérations C.f.d.t du secteur nationalisé.

Grève également le 20 mars, à l'appel de la C.g.t, dans les ministères des Transports, du Cadre de vie et de l'Environnement, ainsi que dans l'administration de la ville de Paris. Semaine d'action (C.g.t) à l'E.d.f du 18 au 24 mars, avec un «temps fort» le 26.

ELECTIONS PARTIELLES :

La vérité a géométrie variable du P.c.f

Les dirigeants du P.c aiment proclamer que « la vérité guide leur pas». Depuis quelques temps, ils traquent quotidiennement toutes manifestations de politique politicienne. Noble tâches !

Madeleine Vincent dans un article publié en première page de l'Humanité du 18 mars est montée aux créneaux - y aurait-il péril ? - pour dénoncer «le tapage fait autour de l'érosion du Parti communiste». Pour ce faire ; elle n'hésite pas à transgresser allègrement le nouvel impératif catégorique de «vérité», et à user pour mieux démontrer la justesse de la ligne de son parti de ruses politiciennes dignes d'un ministre de l'Intérieur un soir d'élection. Jugeons-en.

Primo, on notera la curieuse manière de commenter les chiffres d'une synthèse électorale depuis septembre 1979, le mardi 18 Mars, sans tenir compte des résultats du dimanche 16 !

Toute aussi singulière rigueur que d'oter de la totalisation 4 cantons (1) où il y avait un candidat unique de la gauche, ce qui est juste, sans retirer 3 cantons (2) où en mars 1979 la droite ne présentait pas de candidat mais était présente lors des élections partielles, et 1 canton (3) où il y avait seulement 2 candidats un P.c et un P.s, au premier tour.

Dès lors, après cet apurement, dans les 25 cantons en jeu, entre septembre 1979 et le dernier week-end, le P.c perd 2,3 points et non 0,95 point comme l'indique l'*Humanité*. Dans la dernière période la chute s'est accentuée.

Par contre, pour le P.s et le M.r.g dont il convient ici d'agréger les forces, (4) le résultat est positif (+ 0,03 point) alors que le P.c nous crédite gentiment d'un recul de 4,3 points. Si cette démarche conforme à la rigueur scientifique heurtait quelques esprits perfectionnistes, on ne retiendrait que les seuls cantons où la politique de présence du P.s est strictement la même en mars 1979 et lors des élections partielles.

Nous n'enpâtirions pas. notons aussi que le P.s-M.r.g progresse encore par rapport au record historique de mars 1979, bien qu'alors dans nos 25 cantons, leur influence électorale était supérieure (32,7 %) à leur moyenne nationale.

Secundo pour tenter d'expliquer le recul électoral du P.c, Madeleine Vincent croit avoir recours à une réflexion «plus générale» : la thèse de la rente de situation dont bénéficierait l'invalidité, «l'allié» en pâtissant puisque les électeurs se comporteraient, vis-à-vis de l'invalidé comme» lors d'un troisième tour.

Cette thèse souffre de trop nombreuses exceptions pour être érigée en «loi» électorale explicative. Si par contre la thèse était vraie, ne signifierait-elle pas qu'une fraction de l'électorat communiste ne considère pas le P.s à droite» comme le veut la direction du P.c, puisque dès le premier tour, il voterai pour lui ?

Enfin, tertio, M. Vincent, n'hésite pas à écrire «que» chaque fois que le candidat socialiste arrive en tête, il bénéficie au second tour des voix communistes. Une fois encore, le mensonge guide sa démarche.

On rappellera que les électeurs communistes ont manifestement renaclé à Castillones et Prayssas et à Vatan et ont préféré la droite au P.s puisque dans ces trois cas, la différence entre les voix de gauche du premier tour et celle du candidat socialiste au second est réelle, en dépit d'une participation électorale supérieure au second tour.

Comme on le voit les manquements à la discipline, effectifs à Gagny sont loins d'être univoque. Ils ne sont pas non plus généraux.

Ne faut-il pas plus généralement voir dans ces manquements P.c et P.s les conséquences de l'anti-socialisme de la direction du P.c. ?

Gérard Le Gall
Délégué général aux Etudes politiques

(1) Mens, De Delgodère, Prunelli di Fiurmobo, Selz
(2) Castillones, Vauvert, Le Bugue
(3) Bastia
(4) Si l'on tient compte de l'existence de primaires (dans les cantons de St Gengoux et de Bouilly) lors des partielles, mais pas de candidature unique P.s ou M.r.g en 1979, phénomène que les comptes drôlatiques du P.c n'intègrent pas.

DECHETS NUCLEAIRES
Les socialistes proposent la création d'une Commission d'Enquête

Le groupe socialiste vient de déposer une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique française de retraitement des combustibles irradiés.

Dans l'exposé des motifs, les premiers signataires Paul Quilès et Louis Darinot rappellent que l'usine de retraitement de La Hague vient de connaitre plusieurs incidents graves, avec en particulier des ruptures répétées dans une canalisation et des rejets en mer d'effluents radio-actifs.

Peut-on accepter une politique de retraitement qui privilégie les critères de rentabilité et de développement commercial, par rapport à la sécurité des populations et des travailleurs ?

Quelles ont été, quelles sont actuellement les informations fournies à la population, aux élus, aux parlementaires sur les différents aspects techniques, économiques et sociaux des décisions prises en matière de retraitement et de gestion des déchets à La Hague et dans le reste du pays ?

C'est pour obtenir enfin des réponses précises à ces questions que cette demande d'une commission d'enquête a été déposée.

MAREES NOIRES

Deux ans après l'Amoco Cadix les côtes bretonnes sont souillées par une nouvelle marée noire. Le Parti socialiste avait demandé à l'époque et obtenu des commissions d'enquête parlementaire (Assemblée Nationale et Sénat) et ces commissions avaient fait de nombreuses suggestions au Gouvernement.

Aujourd'hui tous les Français et spécialement les Bretons se demandent, à quoi ont été employés ces deux années. Les mesures prises sont peut-être réelles (surveillance et police du «Rail», création du C.e.d.r.e, mise en service de grands remorqueurs...) l'accident du Tanio apporte la preuve que ces mesures sont insuffisantes.

Le P.s demande à l'Assemblée nationale et au Sénat d'organiser dès la rentrée parlementaire un débat pour faire le point sur les mesures prises, les budgets consacrés à la prévention et la lutte anti-pollution, les résultats espérés.

Quelques questions précises se posent :
— qu'a fait la France pour lutter contre les pavillons de complaisance ?
— Qu'a fait la France pour interdire ces ports, ces eaux territoriales et les eaux communautaires aux navires inférieurs aux normes ?
— Pourquoi le gouvernement a-t-il toujours refusé de financer l'étude des conséquences économiques de l'Amoco Cadix, les dégazages volontaires et quotidiens sont aussi polluants que les grands incidents. Que fait-on pour les empêcher ? Où en sont les indemnisations des victimes et les procédures engagées contre les responsables ?
— Qu'a fait la France pour promouvoir une véritable politique de défense du littoral au sein de la Communauté européenne et au sein des organisations des Nations-Unies.

Communiqué de Michel Pezet, Secrétaire national à l'Environnement et à l'Urbanisme.

Parlez de «Riposte» autour de vous
Faites abonner les militants

Police et information à Quimper

Jean Yves Le Drian, évoque au ministre de l'Intérieur le comportement inadmissible des forces de police à l'occasion du procès intenté contre des manifestants anti nucléaire bretons tel qu'il a pu le constater lui-même devant le palais de justice de Quimper lundi 17 mars.

Il attire notamment son attention sur les actes de violence perpétrés sciemment par certains policiers sur un représentant de la presse qui effectuait son travail d'information. De tels actes qui viennent s'ajouter à des incidents de même nature survenus lors des manifestations de Plogoff font aujourd'hui planer une menace grave sur le libre exercice du métier d'information, condition indispensable de l'existence d'une démocratie véritable.

Il lui demande s'il a l'intention de poursuivre et de sanctionner les auteurs de ces violences intolérables. Il lui demande en outre de donner à ses services toutes instructions nécessaires pour garantir la liberté d'information sur tous les lieux ou celle-ci doit pouvoir normalement s'exercer.

Médecins - Caisses d'Assurance-Maladie :

L'épreuve de force

La riposte des Caisses d'Assurance-Maladie à la décision de la C.s.m.f de relever unilatéralement les honoraires médicaux, ne s'est pas fait attendre : elles ont décidé, mardi soir, de suspendre la négociation engagée depuis plusieurs mois avec les syndicats médicaux sur l'élaboration d'une nouvelle convention. En conséquence, la réunion prévue mercredi, a été annulée.

Il s'agit d'un nouveau rebondissement dans la « guerre des tarifs » que se livrent les représentants de la Sécurité sociale et la principale organisation syndicale des praticiens. La riposte, toutefois, a été plus violente que prévue.

Les caisses qui se sont réunies mardi après-midi, pour adopter une attitude commune face au relèvement unilatéral des honoraires, ont tranché : elles considèrent « qu'elles ne peuvent poursuivre des négociations avec un partenaire syndical qui viole délibérément les règles conventionnelles actuelles et porte ainsi atteinte aux conditions de remboursement en augmentant de 50 % la part demeurant à la charge des assurés sociaux ».

Les trois caisses ont constaté qu'elles « se trouvent ainsi dans l'impossibilité de se rendre à la réunion du 19 mars ». « Les négociations ne pourront reprendre avec la C.m.s.f que lorsque celle-ci aura rapporté ses consignes de tarif syndical » précisent-elles dans un communiqué publié dans la soirée.

Les consignes de la Confédération semblent généralement bien appliquées dans certaines régions comme le Nord, la Bretagne, la Normandie, et l'Alsace. Si la C.s.m.f ne revenait pas sur son mot d'ordre, les discussions pourraient éventuellement se poursuivre avec la seule Fédération des médecins de France (F.m.f) qui, elle, n'a pas lancé de mot d'ordre précis à ses adhérents, tout en leur demandant d'appliquer des tarifs « conservatoires », c'est-à-dire « avec tact et mesure ».

En attendant la marge de manœuvre pour arriver à un accord d'ici le 30 avril, date d'expiration de l'actuelle convention, reste étroite.

Faute de parvenir à une solution, le débat actuel pourrait être transporté au Parlement comme le souhaite la Confédération des syndicats médicaux français qui n'a jamais caché son hostilité au projet des caisses instituant, selon elle, une médecine « à double secteur » à laquelle elle est farouchement opposée. (Cf. dans *Riposte* de mardi l'article de François Autain : « Une augmentation d'honoraires inopportune »).

Bulle

A bout de programme, à bout d'arguments, à bout de souffle, les médiocres politiques qui gouvernent la France ont trouvé le recours : la dénonciation de complots ! Complots contre le pays, complots contre les ministres, complots contre leurs actions. Objectif : frapper les esprits et excuser les échecs. Sous-entendus : tout irait bien s'il n'y avait pas les comploteurs.

Dernier en date, le complot de Libération, *de* Rouge *et du* Quotidien du Peuple, *responsables d'après Beullac de l'actuelle effervescence dans l'Education. C'est textuellement, ce que le Ministre a déclaré mercredi matin à* France-Inter.

Plogoff ? Complot des anti-nucléaires «étrangers à la Bretagne et même venus de l'étranger» selon André Giraud, de l'Industrie.

Situation explosive aux Antilles ? Dijoud, des Dom-Tom, dénonce le complot castriste.

Troubles à l'Université de Vincennes ? Saunier-Seité raconte que c'est un complot de soixante huitards mal calmés.

Difficultés à Bruxelles ? Méhaignerie stigmatise le complot du lobby ovin néo-zélandais !

Exaspération en Corse ? C'est Kadhafi ! révèle l'expert en complots et actuel ministre de l'Intérieur Bonnet.

Déceptions sportives ? Un complot des «gugusses» déguisés en athlètes affirme Soisson.

Prévisions économiques pessimistes ? Monory dévoile le complot de l'I.n.s.e.e.

Barre, qui n'est bien sûr pas en reste, est surtout sensible au complot des chômeurs, qui font exprès de s'inscrire à l'A.n.p.e pour gonfler les statistiques... au lieu de créer des entreprises.

Giscard lui, n'a pas encore pris place dans ce choeur des victimes. Il sait que le vrai, le grand, le gigantesque complot est à venir. Il rassemblera plusieurs millions de français, dans un peu plus d'un an.

Riposte : un journal nécessaire pour les cadres, utile pour les militants

ABONNEZ-VOUS A « RIPOSTE »

Nom et prénom .....

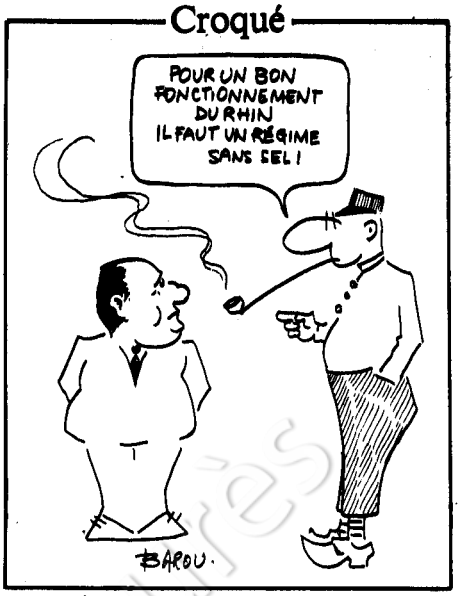
Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Croqué



Barre : échec à La Haye

Un déplacement à La Haye du premier ministre français en personne, et cinq heures d'entretiens avec son homologue néerlandais : il fallait bien cela pour expliquer à nos partenaires que la France, décidément, n'honorerait pas les engagements pris le 3 décembre 1976 dans le cadre de l'accord international sur le stockage des déchets salins déversés dans le Rhin par les usines de potasse.

Un voyage et cinq heures de palabres pour défendre les intérêts du cartel du sel (La Henin, groupe Suez) au mépris de la défense de l'environnement.:. et de la parole donnée.

Et pour résultat, néant : à peine Raymond Barre avait-il repris son avion pour Paris qu'Andreas Van Agt, premier ministre néerlandais, faisait savoir qu'il rejetait en bloc les contre-propositions françaises, estimant qu'elles revenaient à faire payer 40% des installations de stockage par son gouvernement, soit le double de ce que prévoyait le projet initial.

Tout est donc à revoir, et le problème sera de nouveau soumis aux autres états riverains. Et pendant ce temps bien sûr, la pollution continue.

S.n.c.f : des lignes disparaissent

Grignotage du service public, suite : « pour des raisons de rentabilité » la S.n.c.f a décidé de fermer au 1er juin prochain 489 kms de lignes omnibus assurant le trafic voyageurs. Des services d'autocars remplaceront ces trains. C'est beaucoup moins commode pour les usagers (pour la plupart des travailleurs et des écoliers) mais tellement plus facile à supprimer ensuite toujours au nom de la rentabilité.

RIPOSTE

12, cité Malesherbes - 75009 Paris - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : O.F.R.E.S. **Imprimerie** : B.P.-Paris